



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

20 novembre 2025

IRAK, UN LONG CHEMIN VERS LA RÉHABILITATION

Isabelle Lafargue

Chercheuse Proche-Orient à l'IRSEM

RÉSUMÉ

Dans un contexte régional et stratégique aussi bouleversé qu'imprévisible, l'Irak s'illustre par une impatience à s'abstraire des soubresauts régionaux qui touchent son voisinage immédiat (Syrie, Liban, Iran, Israël). Conscient des fragilités liées à l'interventionnisme israélien dans la région, il œuvre à trouver un point d'équilibre à bonne distance entre Téhéran et Washington. Après des années de mise au ban de la communauté internationale, l'Irak entend capitaliser sur le processus de stabilisation sécuritaire à l'œuvre dans le pays depuis deux ans, soit depuis l'arrivée au pouvoir du parti islamiste Da'wa, fort de nouvelles perspectives. Les cercles dirigeants irakiens font ainsi le pari du *statu quo* politique, offrant des perspectives de développement économique en réponse à la vitalité de sa jeunesse tout en évitant les réformes politiques réclamées par les protestataires de la « génération 2018 ». Face aux mutations politiques profondes en Syrie mais aussi au Liban, le pouvoir irakien espère pouvoir absorber le choc du changement d'ère à Damas tout en observant, avec perplexité, l'aventure centralisatrice du nouveau pouvoir syrien, dans un effet de miroir inversé.

SOMMAIRE

Sur le plan stratégique, trouver la voie d'équilibre face aux influences étrangères.....	2
Sur le plan régional, normaliser ses relations avec les voisins	7
Sur le plan intérieur, sortir des crises récurrentes	11
Conclusion	14

Après avoir été de nombreuses années essentiellement – pour ne pas dire totalement – mobilisé autour des enjeux sécuritaires, l’Irak entend capitaliser sur le processus de stabilisation politique et sécuritaire à l’œuvre dans le pays depuis deux ans, soit depuis l’arrivée au pouvoir d’un nouveau gouvernement, et enjamber ainsi le scrutin législatif de novembre 2025 fort de nouvelles perspectives. En dépit d’un environnement régional bouleversé par l’interventionnisme israélien et la révolution politique à Damas, les autorités irakiennes entendent se concentrer sur les enjeux de développement, répondre aux aspirations des classes moyennes et retrouver une place dans le concert des pays de la région¹. L’année 2025 constitue de ce point de vue un tournant. Il revient en effet à Bagdad de répondre aux aspirations encore récentes des protestataires du mouvement de 2018 en mettant fin aux influences étrangères, en réussissant le retrait de la coalition anti-Daech programmé en 2025 et enfin, en éloignant le spectre des crises récurrentes auxquelles il est confronté depuis 2003.

SUR LE PLAN STRATÉGIQUE, TROUVER LA VOIE D’ÉQUILIBRE FACE AUX INFLUENCES ÉTRANGÈRES

En finir avec la tutelle onusienne

La volonté de solder la question de la « tutelle » internationale – perçue comme telle par les Irakiens – demeure une priorité des hauts responsables². Tels sont les efforts qu’ils poursuivent inlassablement en réponse aux exigences de Téhéran mais aussi aux fortes attentes de la population.

Cela se traduit, au niveau international, par la demande de non-renouvellement du mandat de l’instance onusienne, la Mission d’assistance des Nations unies en Irak (MANUI), à nouveau énoncée³. Avec sa concrétisation, malgré les recommandations de plusieurs pays pour une phase de transition progressive, les autorités irakiennes pourront se prévaloir de la fin du mandat en décembre 2025. Prudentes, les autorités ont formulé le souhait qu’un bureau de représentation de l’ONU soit ouvert à Bagdad afin d’assurer la permanence d’un lien sur les sujets pendants et/ou la sécurité régionale. Avec cette demande, c’est bien la volonté de tourner la page de la longue tutelle de l’ONU⁴ sur l’Irak qui, sans être prioritaire, demeure attendue, symbole d’années vécues comme autant d’humiliations et de contraintes.

1. Entretien avec un haut responsable politique irakien, Bagdad, avril 2025.

2. Entretien, Bagdad, avril 2025.

3. Une lettre envoyée par l’Irak au Conseil de sécurité, en date du 8 mai 2024, demandait la fermeture de la MANUI d’ici le 31 décembre 2025. La MANUI est une mission politique créée par le Conseil de sécurité de l’ONU en 2003 à la demande du gouvernement irakien à la suite de l’invasion du pays par une coalition dirigée par les États-Unis. Le rôle joué par la MANUI est d’accompagner l’Irak dans le règlement de nombreux domaines, dans le plein respect de sa souveraineté. Prévue d’ici fin 2025 par la résolution 2732 (2024), sa portée est toutefois contrariée par l’adoption à l’unanimité, le 17 septembre 2025, de la résolution 2792 (2025) qui crée un suivi de la question des personnes et des biens koweïtiens disparus lors de la guerre du Golfe, volet important de l’action de la MANUI.

4. Les Irakiens considèrent avoir été mis sous « tutelle » de l’ONU depuis l’invasion du Koweït en 1990.

Alléger la présence américaine

Cependant le chantier le plus important dans le prolongement du retrait programmé de la coalition anti-Daech est bien le « reset » de la relation avec les Américains. S'agissant de la relation compliquée qui existe depuis les années 1990, et en particulier 2003, entre l'Irak et les États-Unis, l'année 2025 constitue une année charnière, à plus forte raison avec l'arrivée du nouveau président américain, Donald Trump, à Washington dont l'imprévisibilité bouscule les certitudes.

Plusieurs années après l'annonce, en décembre 2017, par le Premier ministre irakien, Haïdar al-Abadi, de la « victoire finale » et la fin de la guerre contre Daech⁵, suivie un mois plus tard par les déclarations triomphales de Donald Trump lors de son discours sur l'état de l'Union, déclarations renouvelées en 2019, concernant la lutte contre Daech en Syrie, c'est bien la fin – négociée – de la présence militaire américaine qui constitue l'enjeu politique voire historique le plus important des autorités irakiennes. Dans le prolongement de l'accord stratégique signé entre l'Irak et les États-Unis (2008), Bagdad œuvre à gérer le retrait des forces américaines tout en veillant à construire une relation militaire et sécuritaire privilégiée, assortie de garanties suffisantes.

Avec le retour de D. Trump à la Maison-Blanche en janvier 2025, un doute a pu exister quant aux modalités du retrait américain. Toutefois, la perspective de la fin de la mission *Inherent resolve*, envisagée de longue date par les Américains et évoquée avec leurs partenaires, n'a pas été remise en cause par la nouvelle administration⁶. Bien au contraire. Si, d'un point de vue stratégique, conforté par l'évolution du dossier iranien, Washington entend garder des accès sur l'Iran, il s'agit pour la nouvelle administration de diminuer la « facture » que constitue sa présence militaire dans la région, soit 430 millions de dollars par an⁷ de *military and economic assistance* et obtenir un retour *a minima* sur investissement.

En outre, la priorité de la nouvelle administration aurait changé, passant de la formation des forces de sécurité irakiennes à celle d'un départ fluide et sécurisé des forces américaines au milieu de tensions régionales extrêmement fortes.

Washington considère en effet que la menace de Daech s'éloigne avec l'affaiblissement significatif du groupe jihadiste et qu'en Syrie, malgré le changement de contexte à Damas avec la chute du régime le 8 décembre 2024, il peut compter sur les forces kurdes (Forces démocratiques syriennes) qui, avec son appui, s'emploient à discuter avec les autorités syriennes leur nouveau schéma d'intervention. Les États-Unis font désormais le pari du

5. Cité dans Marc Hecker et Elie Tenenbaum, *La guerre de vingt ans. Djihadisme et contre-terrorisme au XXI^e siècle*, Robert Laffont, 2021 (traduit en arabe en 2024).

6. Des négociations bilatérales ont été engagées sous l'administration Biden pour un départ négocié, adossé à un MoU. Ainsi, le 23 juillet 2024, le secrétaire d'État américain à la Défense (DoD) et le ministre irakien de la Défense, Muhammed al-Abbassi, lors de sa visite à Washington, ont tenu le deuxième dialogue conjoint de coopération en matière de sécurité entre les États-Unis et l'Irak à Washington, D.C., les 22 et 23 juillet 2024, « réaffirmant leur engagement en faveur de la coopération en matière de sécurité et leur intérêt commun pour la stabilité régionale et représentant l'engagement des deux nations à renforcer leur accord-cadre stratégique global (2008) ».

7. Voir David Schenker, « Iraqis Fear That Trump's America Will Depart Once and For All », Washington Institute, 4 mars 2025.

nouveau pouvoir qui s'évertue à donner en retour des assurances sur la gestion sécuritaire des groupes jihadistes.

Dès lors, conformément à la planification militaire américaine, l'évolution du dispositif en Syrie demeure la priorité de l'administration américaine avec la diminution significative des bases (de 10 à 2) et des forces militaires (2 400 à 400). Au terme de négociations entre les Américains et les Irakiens, un calendrier de retrait est prévu en deux temps, dissociant un redéploiement en septembre 2025 de Syrie vers l'Irak, le Koweït et la Jordanie, d'un retrait, dans un deuxième temps fin 2026, de deux bases en Irak (Bagdad et al Anbar).

Parallèlement au calendrier de retrait, l'accord ou « arrangement » bilatéral trouvé à l'été 2024 prévoit le maintien d'un contrôle américain assorti d'autres modalités d'intervention afin de prendre en compte l'absence d'autonomie des Irakiens sur certains segments : renseignement, surveillance, coordination, planification des frappes au sol, déficit d'entretien, etc.⁸. Les deux parties sont en effet en phase pour considérer comme essentiel de préserver la crédibilité des Irakiens sur le plan sécuritaire, la question de la légitimité de l'Irak après le départ des Américains étant posée en matière de capacité de l'armée et des forces de sécurité.

Or, face à de fortes inquiétudes à Bagdad quant à d'éventuelles retombées sécuritaires en Irak, en particulier depuis la chute de Bachar al-Assad, les autorités irakiennes ont laissé entendre, officieusement, qu'elles étaient favorables à un allongement du calendrier de retrait initialement prévu. Ces signaux de responsables irakiens en faveur d'une modification du calendrier, potentiellement jusqu'à la fin de 2029, auraient donné aux États-Unis et à leurs partenaires, l'avantage d'accorder quatre ans supplémentaires de formation et, par là-même, l'opportunité d'améliorer la capacité des forces irakiennes. Ce nouvel agenda aurait permis aussi de préparer un processus de retrait plus progressif et responsable⁹. Malgré ce constat, D. Trump a confirmé la planification envisagée en faveur d'une baisse de l'emprise américaine plus que d'un retrait total, sous réserve toutefois de quelques adaptations et réarticulations compte tenu du contexte régional.

Dans ce schéma d'allègement de leur présence, les Américains veillent toutefois à maintenir l'Irak dans une relative « dépendance » en matière de souveraineté dans quelques secteurs clefs comme la défense aérienne. Ainsi, si le retrait des forces étrangères de la « coalition » de l'opération anti-Daech *Inherent resolve* et la réarticulation des relations entre Washington et Bagdad permettent à l'Irak de répondre à la priorité politique de reflux des influences étrangères, notamment américaines, sur le plan stratégique, ce schéma laisse l'Irak dépossédé de souveraineté au niveau aérien. Ce point est loin d'être sans conséquence : lors de la crise entre Israël et Téhéran en juin 2025, son incapacité à maîtriser son espace aérien a laissé le champ libre à l'aviation israélienne malgré ses protestations, mettant à l'épreuve sa volonté affichée de la neutralité.

8. Voir Caroline Rose et Carolyn Moorman, « Iraqi Military Forces' Capacity in the Wake of a Likely U.S. with Drawal from Irak », New Lines Institute for Strategy and Policy, avril 2025.

9. *Ibid.*

Mettre à distance l'influence iranienne : une voie de passage pour une posture d'équilibre

Parallèlement au rééquilibrage de sa relation militaire avec les Américains, Bagdad est sommé de répondre aux exigences de Washington ou à ses « prérequis », à savoir la mise à distance de l'influence iranienne. Cet objectif correspond aussi à l'agenda des autorités irakiennes, soucieuses de répondre aux revendications récurrentes des manifestants irakiens depuis 2018.

De retour à la Maison-Blanche en janvier 2025, D. Trump a en effet relancé sa politique dite de « pression maximale » sur la République islamique d'Iran, avec laquelle les États-Unis n'ont plus de relations diplomatiques depuis 1980. Un processus de négociations sur le nucléaire avec Téhéran a toutefois été initié par Washington, menaçant de bombarder l'Iran en cas d'échec. Ce cycle de discussions visait à empêcher Téhéran d'atteindre le seuil d'accès à la bombe nucléaire tandis que pour les Iraniens, la levée des sanctions économiques était attendue. Ce cycle s'est brutalement interrompu le 13 juin 2025 avec l'attaque militaire israélienne qui a entraîné le soutien militaire de Washington dans la nuit du 21 au 22 juin¹⁰.

Les autorités irakiennes sont directement concernées par la politique américaine de « pression maximale » sur l'Iran et sommées d'y répondre. Or elles considèrent cette injonction comme une opportunité pour éviter que leur pays ne devienne une zone de repli pour les proxys iraniens affaiblis au Liban et en Syrie et tirer profit du déclin de l'influence iranienne dans la région. C'est le sens de la visite à Téhéran du Premier ministre, Mohammed Chia al-Soudani, dès janvier 2025¹¹. Conscient d'être sur une ligne de crête, le Premier ministre irakien assume sa volonté de tenir une position de juste équilibre entre Téhéran et Washington même si le changement de ton des Américains sous la pression israélienne et leurs interventions militaires en juin 2025 compliquent la situation pour Bagdad. Ce nouveau contexte conforte toutefois les autorités iraniennes dans leur volonté de donner des gages aux différentes parties.

Dans cette équation, rompre les liens financiers et énergétiques avec Téhéran constitue une priorité. Placé sous embargo, l'Iran considère l'Irak comme un espace économique essentiel, un « poumon », alors même que ses réseaux d'influence régionaux sont très affaiblis. Les liens de dépendance qui se sont tissés avec son voisin – qu'il s'agisse de l'électricité ou du gaz – représentent, pour Téhéran, un atout non négligeable. Les Américains exigent de Bagdad qu'il clarifie et limite l'usage par l'Iran de ses circuits bancaires et financiers, tout comme il lui demande de mettre fin à sa dépendance énergétique. En effet, afin d'affaiblir l'Iran et sa capacité nucléaire, D. Trump veut l'empêcher d'exporter son pétrole et utiliser le système financier irakien. C'est le message réitéré par Marco Rubio, le secrétaire d'État américain, lors de sa visite à Bagdad au lendemain de la prise de fonction des nouvelles

10. Voir Wendy Ramadan, « L'Iran : l'impossible normalisation », FRS, 30 juin 2025.

11. Lors de cette réunion à Téhéran le 8 janvier, le guide suprême Al-Khamenei a rappelé que le « Hashd al-Shaabi est l'un des éléments clefs du pouvoir en Irak qui doit être préservé et renforcé ».

autorités américaines, évoquant – en échange – la disposition des Américains à investir en Irak.

Face à ces attentes, l'Irak tente de donner des gages, conscient que la porosité de ces flux avec l'Iran l'identifie comme « une laverie » (*laundromat*)¹² par laquelle la production énergétique iranienne est ré-étiquetée illégalement comme produit d'exportation irakien. La proximité des groupes pro-iraniens avec le pouvoir favorise cette dérive, celle-ci pouvant atteindre, selon certaines estimations, plusieurs milliards de dollars par an¹³. Dès lors, après deux ans de controverses avec Irbil, l'annonce, faite en février 2025 par le ministre irakien de l'Énergie, de la reprise des exportations pétrolières du Kurdistan via la Turquie, mais réduites à 300 000 barils par jour, a constitué une première avancée contre les circuits de contrebande¹⁴. De même, la fermeture par la banque centrale d'Irak, à la demande du Trésor américain, de cinq instituts bancaires pour empêcher Téhéran d'avoir accès au dollar, a représenté une étape complémentaire dans un processus d'assainissement du système financier irakien affecté par une corruption plus large. Sur ce point, celle-ci pourrait avoir atteint ses limites, la volonté d'investir et de présenter des garanties de solvabilité étant un objectif incontournable des autorités irakiennes pour permettre le développement du pays.

La démobilisation des groupes armés pro-iraniens est, elle aussi, relancée par Washington, avec une certaine prudence toutefois face à l'incapacité politique des autorités à répondre à cette exigence. Celles-ci renâclent en effet, arguant du fait qu'il s'agit de groupes armés d'ores et déjà intégrés dans le schéma sécuritaire irakien¹⁵. Pour donner le change et malgré les appels de plus en plus virulents des dirigeants irakiens à s'éloigner de l'« axe de la résistance »¹⁶, les autorités adoptent une posture prudente de modération, une « patience stratégique »¹⁷, qui a pour objectif d'invisibiliser ces groupes sans pour autant les démobiliser. Dans cette équation, l'absence d'une relève aussi emblématique que l'étaient les deux figures de la « résistance » en Irak, les chefs militaires iraniens engagés sur le terrain auprès d'eux, Qassem Soleimani¹⁸ et Abou Mehdi al-Mouhandis, a contribué à ce virage.

L'orientation prise, à quelques exceptions près, de mettre fin – notamment – aux attaques transfrontalières contre Israël, laissant les Houthis au Yémen comme la dernière force mandataire ouvertement active de Téhéran, a été observée à plusieurs moments critiques du

12. Voir Dr Michael Knights, « Iraqi Oil and the Iran Threat Network », CTC Sentinell, avril 2025.

13. *Ibid.*, p. 17

14. L'oléoduc transportant le brut kurde vers le port turc de Ceyhan étant fermé depuis 2023, la contrebande de pétrole kurde vers l'Iran par camion s'est développée. Les États-Unis exhortent Bagdad à freiner ce flux. Reuters a rapporté en juillet qu'environ 200 000 barils par jour de brut à prix réduit étaient acheminés clandestinement du Kurdistan vers l'Iran et, dans une moindre mesure, vers la Turquie par camion. Les sources ont indiqué que les exportations se maintenaient à ce niveau.

15. L'examen d'une loi pour institutionnaliser l'intégration des Forces de mobilisation populaires » a été suspendu en juillet 2025 face à la l'opposition de Washington.

16. Ibrahim Al-Sumaidaie, conseiller du Premier ministre irakien, n'a pas hésité à déclarer à la télévision nationale : « L'Irak ne doit plus être lié à "l'Axe de la Résistance" après la chute d'Assad et l'affaiblissement du Hezbollah. Nous devons dissoudre ces factions ou risquer de nous voir imposer cela par la force. »

17. Entretien, Bagdad, 23 avril 2025.

18. Les deux chefs de guerre iraniens charismatiques, Qassem Souleimani commandant en chef de la Force Al-Qods (les forces spéciales du Corps des Gardiens de la révolution islamique), et Abou Mehdi al-Mouhandis, fondateur et chef du groupe chiite pro-iranien Kataeb Hezbollah et homme fort du Hashd es shaabi irakien, ont tous deux été assassinés par un raid américain le 3 janvier 2020 à Bagdad.

conflit entre Israël et l'Iran en 2023. Cette posture a été relevée également en juin 2025, les autorités ne voulant pas être impliquées dans le conflit entre Israël et l'Iran.

Cependant cette posture est également le fait des groupes chiites pro-iraniens eux-mêmes : la distanciation avec des leaders militaires qui ne disposent pas du même charisme que leurs prédécesseurs ; l'embourgeoisement lié aux dividendes de leurs trafics ; le contexte de démobilisation générale marqué par le revirement du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ou encore l'affaiblissement du Hezbollah libanais ont contribué à cet apaisement, en phase sans doute avec Téhéran, bénéficiaire de ces dividendes.

Ainsi, sur tous ces sujets qui touchent aux interférences américaines et iraniennes, les autorités irakiennes tentent de donner le change, avec les tractations politiques parlementaires de l'hiver 2025 en perspective.

SUR LE PLAN RÉGIONAL, NORMALISER SES RELATIONS AVEC LES VOISINS

Rééquilibrer à l'Est : une normalisation avec l'environnement turc

Au lendemain des élections, les autorités irakiennes veulent capitaliser sur la stabilisation du pays et poursuivre de manière volontariste une politique de normalisation avec les voisins. Elles souhaitent aborder ainsi les tractations électorales avec de nouvelles perspectives de développement pour le pays.

Avec l'organisation du sommet de la Ligue arabe à Bagdad le 17 mai 2025, l'Irak, comme l'avait fait Nouri al-Maliki en 2012, a tenté de relancer ses relations avec les pays arabes de la région, fort de la dynamique de développement régional du leader saoudien Mohammed Ben Salman. Néanmoins, c'est bien avec la Turquie que les progrès sont les plus tangibles, offrant à l'Irak des perspectives concrètes de développement.

La relation d'Ankara avec Bagdad est traditionnellement compliquée mais, à partir de 2003, la scène irakienne s'est constituée comme un tremplin pour Ankara, à partir duquel ont pris forme ses ambitions de puissance retrouvées au Moyen-Orient¹⁹, même si l'évolution du contexte régional, en particulier la situation en Syrie amène à nuancer ce constat.

Depuis juin 2023, la Turquie multiplie les signaux indiquant ses bonnes dispositions en direction de Bagdad et sa volonté d'établir un schéma institutionnel de coopération. Cette nouvelle orientation s'est concrétisée avec la visite du président Recep Tayyip Erdoğan en Irak, le 22 avril 2024. Confirmée depuis, cette inflexion est le signe de la reconnaissance par la Turquie de l'importance de préserver la stabilité et la sécurité de l'Irak pour la région

19. Voir Julien Cécillon, « L'Irak, nouvel espace de déploiement de la puissance turque », dans Dorothée Schmid (dir.), *La Turquie au Moyen-Orient : Le retour d'une puissance régionale ?*, CNRS édition, 2019.

tandis que les efforts fournis par le gouvernement irakien pour se prémunir contre les effets de la contre-offensive militaire israélienne et des évolutions en Syrie se poursuivent²⁰.

Pour Ankara, il s'est tout d'abord agi de fortifier les échanges avec un pays frontalier dont il mesure parfaitement l'importance géopolitique, et cela d'autant plus que l'Irak est riche en hydrocarbures dont la Turquie manque cruellement. Ankara accorde depuis très longtemps déjà une grande attention à la stabilité de Bagdad, car cela correspond à ses intérêts nationaux. Comme l'a exprimé le président Erdoğan lors de sa visite officielle à Bagdad en avril 2024, dans un Moyen-Orient en pleines turbulences, trouver quelques solides points d'appui et des relations normalisées est essentiel²¹.

De son côté, l'Irak cherche à profiter de cette évolution de posture mais les interventions militaires turques dans le nord du pays à l'encontre des combattants du PKK et des monts Qandil demeurent un irritant majeur entre les deux pays, bien qu'à un niveau maîtrisé. La Turquie, consciente des contraintes sécuritaires de Bagdad sur l'ensemble de son territoire et des relations difficiles avec Irbil, attendait toutefois que l'Irak désigne officiellement le PKK comme une « organisation terroriste » et prenne les dispositions nécessaires pour « entièrement éliminer » sa présence sur le territoire²². En signe de bonne volonté et conscient des bonnes dispositions de la Turquie à son endroit, l'Irak a fait un pas en classant le PKK comme « organisation interdite » en mars 2024, une démarche saluée par la Turquie. Dans la foulée de cette avancée, les deux pays ont signé des accords sécuritaires pour lutter contre le terrorisme, notamment en établissant des centres de coopération conjoints à Bagdad et à Bashika. Ainsi, la Turquie maintient la pression militaire sur les militants du PKK dans le nord de l'Irak et, comme convenu, coordonne ses efforts avec Bagdad par le biais d'un protocole d'accord sur la coopération militaire et sécuritaire et la lutte contre le terrorisme. L'accord signé par le ministre turc de la Défense, Yasar Güler, et son homologue irakien, Thabit al-Abbasi, lors de la quatrième réunion du Mécanisme de coopération sécuritaire de haut niveau, à Ankara, en août 2024, en offre le cadre d'intervention²³.

L'annonce, le 12 mai 2025, par le PKK de la dissolution du groupe et la fin de ses actions armées conforte l'orientation d'ensemble vers un apaisement sécuritaire et la bonne marche des relations bilatérales²⁴ qui se prolonge sur le terrain économique.

20. Le ministre des Affaires étrangères turc, Hakan Fidan, qui a multiplié les visites en Irak, a, lors de sa visite à Bagdad le 26 janvier 2025, indiqué clairement vouloir un dialogue constructif et des relations de bon voisinage entre Bagdad et la nouvelle administration syrienne, soulignant qu'une telle approche profiterait aux deux pays et à la région au sens large.

21. Voir Didier Billion, « Turquie : la sempiternelle question kurde », IRIS, 2 décembre 2024.

22. Ainsi, à la suite d'une attaque au cours de laquelle des terroristes du PKK ont tué deux gardes-frontières irakiens en janvier 2025, Hakan Fidan a réitéré la nécessité pour la Turquie, l'Irak et la Syrie de coordonner leurs efforts pour éliminer à la fois Daesh et les groupes terroristes affiliés au PKK.

23. L'armée turque entretient des dizaines de positions au Kurdistan autonome, dans le nord irakien, d'où elle mène depuis des années des opérations terrestres et aériennes contre le PKK, qui avait été contraint de s'y replier. Ankara, qui annonce régulièrement la mort de soldats dans la région, continuera d'y mener des inspections et d'y détruire des abris, grottes et armes utilisés ou appartenant au groupe armé kurde, a ajouté le porte-parole du ministère de la Défense.

24. Lors d'un congrès tenu les 5-7 mai 2025 dans les montagnes de Qandil, au nord de l'Irak, le PKK a dit avoir rempli sa mission historique d'amener la question kurde à un stade où elle peut être résolue par la voie démocratique.

Alors que l'Irak entend accélérer son développement, la Turquie fait partie de l'équation. Ainsi, lors de la visite du Premier ministre Al-Soudani à Ankara le 8 mai 2025, invité dans le cadre du focus sur les relations irako-turques, les deux responsables ont insisté sur l'importance de leur coopération sécuritaire mais également économique. De nombreux contrats ont été signés, dans différents domaines, afin de renforcer les relations commerciales, l'Irak étant un des principaux partenaires économiques de la Turquie, dont le volume d'échanges s'élève à 20 milliards de dollars. Outre la suppression d'obstacles au commerce bilatéral, le soutien au projet stratégique « Route du développement²⁵ » a été rappelé tout en soulignant les efforts visant à accélérer sa mise en œuvre. Ankara est convaincu en effet de la nécessité d'améliorer les relations et de mettre à profit les opportunités de coopération, en particulier cette orientation économique conçue pour dépasser les soubresauts régionaux et apporter de nombreux avantages aux deux pays.

Se préserver de toute perturbation syrienne

L'arrivée au pouvoir à Damas, le 8 décembre 2024, d'un ancien jihadiste passé par la lutte anti-américaine en 2003, les prisons irakiennes puis le groupe Daech²⁶ a pris les autorités irakiennes de court. La révolution sunnite induite par ce changement à la tête de l'État syrien a provoqué une vive inquiétude au sein de la classe politique chiite irakienne malgré l'adoption rapide par Bagdad d'une posture d'apaisement.

L'antagonisme entre les deux grandes capitales du monde arabe est ancien, voire historique. Il a été relancé à partir de 2003 par le jeu trouble du président syrien Bachar al-Assad vis-à-vis des réfugiés baathistes irakiens mais surtout des rebelles jihadistes et de Daech. Le 8 décembre 2024, la chute du régime baathiste syrien et la rapidité avec laquelle elle s'est effectuée a suscité en Irak un vent de panique majeur²⁷, ces fortes inquiétudes étant principalement liées à d'éventuelles retombées sécuritaires en Irak. Les autorités – y compris cléricales – ont très vite cherché à éviter que ne se reproduise une mobilisation des groupes chiites irakiens, pour défendre les lieux saints chiites à Damas, notamment le sanctuaire de Sayyida Zeinab, comme cela s'était produit avec la chute de Mossoul en 2024 et ont appelé à la modération. Fort des gages donnés par le nouveau maître de Damas (protection apportée aux lieux saints, lutte contre Daech, etc.), Bagdad a engagé un rapprochement avec les nouvelles autorités syriennes, tout en étant circonspect vis-à-vis du nouveau régime, du passé jihadiste de son dirigeant, et des premières orientations en faveur d'un modèle étatique centralisé, à rebours du schéma décentralisé irakien. Le pragmatisme a toutefois présidé à ce rapprochement, la priorité étant accordée à la sécurisation de la frontière, notamment le poste Abou Kamal, et le rapatriement des prisonniers jihadistes. Dès lors, les prises

25. Un protocole d'accord pour une coopération commune a été signé à Bagdad, le 23 avril 2024, entre la Turquie, l'Irak, le Qatar et les Émirats arabes unis ; un port est actuellement en construction à Faw, en Irak. Voir Ranj Alaaldin, « Iraq's Development Road Project: A Path to Prosperity or Instability? » Issue Brief, The Middle East Council on Global Affairs, 2024.

26. Voir Benjamin Barthe, « L'ascension d'Abou Mohammed al-Joulani, de jihadiste en Irak à nouvel homme fort de la Syrie », *Le Monde*, 9 décembre 2024.

27. Entretiens, Bagdad, avril 2025.

de contact de haut niveau se sont succédé afin de concrétiser des coordinations dans le domaine sécuritaire.

Pourtant, sur un fond de défiance toujours présente, ces échanges de bons procédés se sont vite heurtés au principe de réalité. Tout d'abord, à l'occasion du sommet de la Ligue arabe organisé en Irak en mai 2025. Organisateur du sommet, Bagdad a invité les nouvelles autorités syriennes à y participer : les cercles chiites irakiens tant miliciens que politiques ont vite fait savoir qu'ils jugeaient inacceptables de recevoir des personnalités considérées comme responsables du phénomène Daech en Irak, avec son cortège de violences et de destructions. L'ampleur de la polémique a vite acculé le gouvernement irakien à renoncer à cette invitation. À rebours du dirigeant saoudien, Mohamed Ben Salman, qui redouble d'attentions vis-à-vis de Damas pour un retour de la Syrie dans le giron arabe, entraînant le processus de normalisation avec Washington²⁸, le recul de Bagdad a ainsi marqué un décalage avec les autres pays membres de la Ligue arabe. Il a surtout fragilisé des années d'efforts de respectabilité du régime irakien auprès de la communauté des États arabes et scellé la difficile réhabilitation de l'Irak auprès des pays du Golfe, victime à la fois de son modèle étatique, de son identité chiite et de sa proximité avec Téhéran.

Surtout que cette pomme de discorde, sans remettre en cause pour autant la politique de rapprochement entre Bagdad et Damas, s'est ajoutée à un autre irritant qui illustre les rancunes toujours vivaces et les limites d'une intégration pérenne de l'Irak dans son environnement arabe : outre la question des personnes et des biens koweïtiens disparus lors de la guerre du Golfe²⁹, la remise en cause par l'Irak de la démarcation du Chatt al Arab et la délimitation du canal Khor Abdullah (120 km) séparant les deux pays, a relancé les tensions avec le Koweït³⁰.

Dans ce paysage, ce sont la frilosité de Bagdad vis-à-vis de la Syrie et les irritants avec le Koweït qui illustrent le mieux la difficile réhabilitation de Bagdad dans son environnement régional arabe. L'urgence de se positionner sur le conflit à Gaza³¹ et la présence des dirigeants du Qatar et de l'Égypte ont peiné à masquer le faible niveau de représentation des pays du Golfe au 34^e sommet de la Ligue arabe à Bagdad. L'Irak reste donc toujours comptable de la faute originelle d'avoir envahi le Koweït en 1990, renvoyant aux pays du Golfe l'image de leur vulnérabilité en plus du caractère chiite et révolutionnaire de son régime.

Alors que la nouvelle administration américaine adapte sa stratégie au Moyen-Orient à l'interventionnisme israélien, l'Irak qui sait compter sur une relative bienveillance de Washington, cherche à construire une posture d'équilibre vis-à-vis de Téhéran tout en tirant profit de signaux positifs sur le plan régional. L'Irak œuvre toutefois à faire oublier

28. Voir Fatiha Dazi-Héni, « L'Arabie saoudite, nouveau pôle d'influence aux États-Unis », *Orient XXI*, 3 juin 2025.

29. Voir note 3.

30. Voir Bader al Saif, « Thing Big: Why Broadening Negotiations Could Help Resolve the Kuwait-Iraqi Maritime Dispute », Malcolm H. Kerr Carnegie Middle East Center, mars 2021, cité dans Azhar al Rubai, « Will Maritime Dispute with Kuwait Sink Iraqi PM's Political Fortunes? », AMWAJ media, 29 mai 2025.

31. Le communiqué de clôture du 34^e sommet de la Ligue arabe à Bagdad, le 17 mai 2025, « exhorte les pays, les institutions financières internationales et régionales, à rapidement fournir le soutien financier nécessaire » au plan arabe présenté pour la reconstruction de Gaza, et réclame plus de pressions internationales pour « stopper l'effusion de sang » dans la bande de Gaza palestinienne.

sa singularité vis-à-vis des autres pays sunnites de la région, à plus forte raison depuis la révolution sunnite à Damas qui ravive les plaies de la guerre civile.

SUR LE PLAN INTÉRIEUR, SORTIR DES CRISES RÉCURRENTES

Avec un système politique contesté, faire face au syndrome « Tishrin »

La classe politique a peiné à masquer sa fébrilité à la veille du scrutin législatif de novembre 2025, qui pourrait révéler que le système politique demeure contesté, malgré deux années d'apaisement, et pourrait renouer avec la phase de protestation d'ampleur qui a secoué l'Irak de 2018 à 2020, alors même que les problèmes identifiés n'ont toujours pas été résolus.

Les tractations post-électorales pourraient relancer en effet un cycle de blocage politique, chaque scrutin étant l'occasion pour les groupes politiques de tester leur capacité à contrôler les institutions et les finances, et se partager la rente³². Les élections législatives de 2018 avaient révélé une perte de confiance des Irakiens dans leur système politique, la faiblesse de l'exécutif ayant conduit à une contestation sociale sans précédent depuis 2003, phénomène socio-politique connu sous le nom de « mouvement Tishrin »³³. Le faible taux de participation avait entraîné la formation d'un gouvernement qui avait approfondi la crise de confiance dans le système politique et conduit à un puissant mouvement de protestation. La victoire de l'Irak sur l'État islamique en 2017 n'avait pas apporté le développement économique et la prospérité longtemps demandés par les Irakiens et longtemps retardés par les conflits récurrents depuis 2003. Au contraire, les Irakiens ont observé leur gouvernement dépenser des milliards de dollars pour les groupes paramilitaires, pour les réseaux de clientélisme d'une classe politique installée, pour un secteur public non productif et des projets qui échouent trop souvent en raison de la corruption. Dès lors, le mouvement de protestation de 2018-19 en est venu à associer la corruption profondément enracinée et les échecs de leur gouvernement au système de *muhassassat* ou quotas, soit l'arrangement de partage des pouvoirs ethno-sectaires qui a caractérisé la politique en Irak depuis 2003³⁴.

32. Voir Myriam Benraad, *Mécanique des conflits. Cycles de violence et résolution*, Le Cavalier Bleu, 29 août 2024.

33. Pour bien comprendre ce mouvement, ses ressorts et ses principales revendications, voir « The Long Game: Iraq's "Tishreen" Movement and the Struggle for Reform », Enabling Peace in Iraq Center (EPIC), octobre 2021 : « The main goals around which there was clear consensus were better job opportunities and basic services, an end to foreign interference in Iraqi affairs, an end to economic control by establishment parties and armed militias, greater representation for marginalized groups, including young people, an end to the muhasasa system and corruption, and the establishment of a state monopoly over arms [...] Discussants appeared to agree that specific political demands crystallized at a later stage of the protests. These included: a new, truly independent IHEC; a fair election law that allows all Iraqis to participate; constitutional amendments (a point often raised without elaboration); early elections; reform of the federal court system; and the abolition of provincial councils. »

34. Ce problème avait rapidement été identifié après 2005, voir Hélène Caylus, « Fédéralisme, partition : l'intégrité du territoire irakien moderne face à la montée des dynamiques communautaires régionales », dans « Fragmentations et recompositions territoriales dans le monde arabe et en Afrique subsaharienne », Laboratoire de l'IRSEM, numéro 24, 2014. Plus généralement, sur la difficile transposition du modèle démocratique d'un pays à l'autre comme en Irak, voir Ghassan Salamé, *La tentation de Mars, Guerre et paix au XXI^e siècle*, Fayard, 2024 : « Si l'État est largement formel, abstrait, virtuel, le scrutin peut légitimer la pesante hégémonie d'une majorité ethnique ou confessionnelle en la transformant en majorité politique par la voie des urnes (comme l'Irak l'illustre parfaitement) » (p. 57).

Fort de ce constat et portant des revendications économiques et sociales, le mouvement a été perçu dans un premier temps comme anti-gouvernemental. Cette analyse a eu pour conséquence de radicaliser la réponse des autorités et celle des groupes paramilitaires chiïtes pro-iraniens, accentuant d'autant les principales revendications, soit la refonte de la loi électorale face au système politique en vigueur depuis 2003 et le système des *mouhassassat*, et la fin des influences étrangères, qu'il s'agisse du départ des Iraniens ou des Américains.

Après des mois de contestation et de répression pour désamorcer la mobilisation du mouvement Tishrin ou « génération 2018 »³⁵, l'intervention de l'ayatollah al-Sistani et les manœuvres du puissant leader chiïte Moqtada al-Sadr ont conduit à la démission du gouvernement d'Abd al-Mahdi fin 2019 et à la mise en place d'un gouvernement intérimaire appelant à de nouvelles élections. Il faudra attendre la covid, un nouveau long processus de tractations politiques et le retrait d'un acteur majeur de la « maison chiïte », Moqtada al-Sadr, pour parvenir enfin à la désignation de Mohammed Chia al-Soudani et le retour au calme. Cette désignation met fin à la séquence contestataire. Elle signe également le retour du parti chiïte Da'wa à la tête de l'exécutif, soit l'affirmation d'une identité chiïte islamiste au pouvoir et avec elle, la tentation du *statu quo* face aux principales revendications de réforme.

Face au *statu quo*, le jeu de trois acteurs clés : le « Sulta », le Da'wa, la Hawza

La démission de l'exécutif et la tenue d'élections anticipées pourraient n'avoir répondu que partiellement au mouvement de contestation Tishrin qui avait identifié « al Sulta » (le Pouvoir) comme la source principale du problème et non pas seulement le gouvernement³⁶. Après une longue séquence de blocage politique mettant en scène une confrontation profonde au sein de « la maison chiïte » entre les sadristes et, d'une manière générale, les mouvements islamistes pro-iraniens, les tractations qui ont suivi les élections anticipées de 2021 ont consacré – avec la désignation de Mohammed Chia al-Soudani (27 octobre 2022) comme Premier ministre – le retour au pouvoir du parti Da'wa qui apparaît depuis comme un gage de stabilité. Depuis 2003, l'exécutif irakien a été régulièrement dominé par ce parti islamiste chiïte : Ibrahim al-Jaafari (2005-2006), Nouri al-Maliki (2006-2014), Haïder al-Abadi jusqu'en 2018 s'y sont succédé. La désignation en 2018 d'Adel Abd al-Mahdi constituait dès lors une rupture.

Le parti Da'wa fait partie des organisations islamistes chiïtes qui se sont imposées comme des acteurs majeurs de la scène politique irakienne à partir de l'intervention américaine de 2003. La chute du régime de Saddam Hussein a permis à de nombreux leaders de ce parti, un des plus anciens, de revenir en Irak et d'apporter une contribution essentielle au projet – pour partie révolutionnaire – du « Nouvel Irak ».

35. Entretien avec un responsable irakien, Paris, mars 2025.

36. Voir « The Long Game », *op. cit.*

Avec la désignation d'Al-Soudani qui consacre le retour du Da'wa au gouvernement, c'est toute la question de l'influence iranienne au sein de l'État irakien qui est à nouveau posée. Première organisation islamique chiite au Moyen-Orient, le parti irakien Da'wa a été traversé par de nombreuses rivalités idéologiques et doctrinales, la révolution iranienne de 1979 et l'exil en Iran de nombreux cadres politiques ayant renforcé l'influence iranienne sur l'évolution du parti³⁷. Toutefois, de retour en Irak en 2003, les cadres ont été contraints à une mise à distance de la théorie de la gouvernance islamiste et de la construction de l'État islamique. La tension entre l'allégeance au leadership iranien et l'identité nationale irakienne a contribué à diviser les cadres politiques. Si la proximité de l'Iran avec le parti Da'wa demeure une variable essentielle, ses représentants apportent des variations dans sa mise en application, le pragmatisme prévalant en fonction des intérêts de Téhéran³⁸.

L'accès au pouvoir d'Al-Soudani signe la fin de la tension avec leurs principaux opposants sur la scène chiite, les sadristes, qui ont choisi leur mise en retrait concomitamment à l'affaiblissement de la menace sécuritaire jihadiste (Daech). Cette séquence a dès lors été accompagnée d'une « patience stratégique » généralisée des rangs chiites, principalement du côté des groupes armés pro-iraniens. Ce nouveau climat ne signe en aucun cas la fin de l'influence iranienne au sein du « Sulta » mais il permet une pause et un apaisement. Sur fond de tensions entre Israël et Téhéran, la confrontation de certains groupes armés pro-iraniens avec le pouvoir relancée à l'été 2025, a valeur de test sur la délicate question de la démobilisation des entités paramilitaires.

Avec le changement du système électoral et la fin des *mouhassassat*, c'est une autre doléance des contestataires qui n'a pas été honorée. Dès lors, le gouvernement compte sur la période de stabilisation à la fois politique et sécuritaire, qui existe depuis son arrivée au pouvoir, pour être propice au développement économique et répondre aux revendications sociales. Les autorités irakiennes sont conscientes³⁹ de la nécessité de penser aux classes moyennes et de répondre aux revendications du mouvement Tishrin non honorées, soit la remise en cause du système politique qui institutionnalise le clientélisme et la corruption. C'est aussi en matière d'emploi, de redistribution et de services quotidiens que s'appréhende la réponse à apporter à ces classes moyennes. Cela conforte l'analyse qu'après des années de réponse sécuritaire, il fallait désormais offrir d'autres perspectives.

Dans cette équation, le clergé chiite ou hawza est un acteur politique clef qui occupe le rôle d'arbitre. Si la place du clergé chiite de Najaf a évolué en Irak depuis la chute du pouvoir de Saddam Hussein, la position de l'ayatollah al-Sistani s'est imposée comme une autorité « extraconstitutionnelle⁴⁰ » qui dispose d'une source de légitimité et d'une influence bienvenue auprès des différentes entités politiques. Celles-ci se sont formalisées à partir de

37. Sur le parti Da'wa, son histoire et son idéologie, voir la thèse de Thibaut Laval : « L'appel de la révolution : origines, formation et expansion du parti al-Da'wa al-Islamiyya en Irak (1948-1981) », EHESS, 2023.

38. En contribuant à la construction d'un État islamique, il a aussi été confronté aux réalités et au défi que constitue la gouvernance, avec notamment l'émergence de l'ethno-sectarisme comme principal cadre de représentation politique et de mobilisation, et la poursuite de politiques clientélistes. Sur ce point, voir Harith Hassan al-Qarawee, « From Radical to Rentier Islamism: The Case of Iraq's Da'wa Party », Malcolm H. Kerr Carnegie Middle East Center, 2019.

39. Entretien, Bagdad, 23 avril 2025.

40. Voir Harith Hassan Al Qarawee, « The Formal Marj': Shii Clerical Authority and the State in Post-2003 Iraq », *British Journal of Middle East Studies*, 2019.

différentes interventions : la fatwa qui a appelé à se mobiliser pour défendre les lieux saints chiites (Samarra, Najaf et Kerbala) sous la menace de Daech ; l'appel à une mobilisation citoyenne pour les élections si celles-ci étaient « propres » ; l'appel à la démobilisation des groupes armés après la chute de Daech, etc. Surtout, l'appel à la fin de la répression en 2018 et l'appel à la démission du gouvernement ont été compris comme une protection apportée au peuple et à ses institutions. Plus récemment, lors de la chute de Bachar al-Assad, l'ayatollah s'est gardé de toute intervention et de tout alarmisme évitant ainsi une nouvelle mobilisation des miliciens pour la protection des lieux saints chiites à Damas. À l'inverse, le slogan « nos ayatollahs sont notre ligne rouge » lors de la guerre américaine en Iran, en juin 2025, a constitué un signal fort adressé aux Américains qui évoquaient la possibilité de tuer le guide suprême iranien, l'ayatollah Khamenei. L'annonce, le 3 août 2025, de l'interdiction de l'usage de son image à des fins politiques par « quelques entités politiques ou services », en particulier dans le cas des groupes armés de la Mobilisation populaire, confirme la volonté de la hawza de Najaf d'intervenir dans le débat public, mais en restant vigilant sur la question de l'avenir des milices.

Enfin, l'arrivée d'un nouveau socle communautaire à Damas relance l'inquiétude des autorités chiites irakiennes vis-à-vis de la communauté sunnite, dont les frustrations demeurent intactes et qui sont susceptibles à ce titre de reprendre une nouvelle forme de contestation contre le pouvoir de Bagdad.

CONCLUSION

Dans un contexte régional et stratégique aussi bouleversé qu'imprévisible, l'Irak s'illustre par une impatience à s'abstraire des bouleversements régionaux qui touchent son voisinage immédiat (Syrie, Liban, Iran) et œuvre à trouver un point d'équilibre à bonne distance entre Téhéran et Washington. Assumant cette posture médiane, le pouvoir irakien n'hésite pas à s'ouvrir à des alliances et des partenariats pour retrouver un rang à la hauteur de son histoire après des années de mise au ban de la communauté internationale. Le parti chiite islamiste Da'wa au pouvoir – sous une forme ou une autre, quelles que soient les alliances qui sortiront des tractations électorales – cherche à se maintenir, prêt à donner des gages en matière de stabilité et de développement économique pour répondre à la vitalité de sa jeunesse, tout en évitant les réformes politiques réclamées par les protestataires de la « génération 2018 ». Ce pari du *statu quo* au lendemain des élections pourrait rencontrer un écho favorable auprès d'immenses catégories d'Irakiens lassés par les crises successives, la violence politique et portées par une aspiration régionale au développement économique. À la lumière des changements en Syrie mais aussi au Liban, le régime irakien se plaît à se regarder comme un modèle à préserver sous sa forme fédérale malgré les frustrations communautaires et les « disputes » récurrentes entre le pouvoir central et le pouvoir régional kurde. Il espère ainsi pouvoir absorber le choc du changement d'ère à Damas tout en observant, avec perplexité, l'aventure centralisatrice du nouveau pouvoir syrien, dans un effet de miroir inversé.

Isabelle Lafargue est chercheuse Proche-Orient à l'IRSEM, docteur en sciences politiques du programme Analyse du monde arabe contemporain (AMAC) de l'Institut d'études politiques de Paris, allocataire de recherche au CERI, Sciences Po Paris et du CEDEJ – Égypte. Ses recherches portent sur les recompositions en cours au Proche-Orient, en particulier l'adaptation des stratégies et des politiques de défense des États du Proche-Orient et leur attitude face aux compétiteurs internationaux mais aussi les fragmentations territoriales, la sécurisation des frontières et les interventions militaires étrangères de la région ANMO.

Après plusieurs années passées en Égypte et en Irak, elle a suivi les questions de sécurité et de défense sur les dossiers du Proche et Moyen-Orient à la Délégation aux affaires stratégiques puis à la Direction générale des relations internationales et de la stratégie du ministère des Armées.

Contact : isabelle.lafargue@irsem.fr